COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 07 au 14 Septembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Biodiversité 3

- Journal Télévisé- Le Journal 10 Septembre 2017: GDZCOI
- Antsahanitia – Safari-photo de baleines à Antsahanitia

1.2 Coopération 5

- Le Secrétaire général de la COI à Bruxelles
- Non au « ni…ni » pour 2018 - L'Union européenne conforte sa position
- Entretiens du Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien avec les autorités de l'Union européenne
- IOC and EU discuss on security, stability and sustainable development issues
- Conseil des ministres : démarrage "sous peu" des travaux de l'axe Aéroport-Mitsamihuli

1.3 Genre 14

- Salon Made in Femmes : L'entrepreneuriat à l'honneur
- Made in Femmes: passerelle entre entrepreneurs et institutions de soutien
- Salon « Made in Femmes » : un tremplin pour les femmes entrepreneures de la région

II. Centres d'intérêts

1.1 Agriculture 17

- Foire internationale de l'agriculture, agrobusiness-agroalimentaire - Ouverture ce jour
- Insécurité alimentaire : Un atelier est organisé ce jour par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en vue de présenter la version finale de la Stratégie de Résilience affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire pour Madagascar

1.2 Commerce 20

- Marché régional – L'exportation des produits de la mer à saisir

1.3 Énergie Renouvelable 21

- Une mutation vers les énergies renouvelables à envisager

1.4 Environnement 22

- Environnement - Toujours dans l'attente de l'annulation du permis de recherche

1.5 Pêche 23

- ENVIRONNEMENT - ÎLES GALAPAGOS : Deuil contre la pêche illégale
- Pêche – La campagne crabière reste ouverte
- THON—APPROVISIONNEMENT DES CONSERVERIES: D'intenses négociations se poursuivent à Bruxelles

1.6 Tourisme 27

- TOURISME — JANVIER-AOÛT 2017 : Les arrivées en progression de 6,2%
- Tourisme : 6 000 Britanniques enregistrés

COI et ses Projets

Biodiversité

10 Septembre 2017

http://mbc.intnet.mu/article/le-journal-10-septembre-2017

Le Journal 10 Septembre 2017: GDZCOI
(25min45s – 28min08s)





Antsahanitia – Safari-photo de baleines à Antsahanitia



Une véritable surprise et un beau spectacle pour les passionnés. Les côtes de Mahajanga sont visitées chaque année par des baleines à bosse et des dauphins. C'est dans l'objectif de valoriser leur migration le long des côtes malgaches pendant l'hiver austral, que la coordinatrice de ce projet et le responsable administratif et financier de Cétamada ont effectué une mission de reconnaissance et de rencontres à Mahajanga, au mois d'août. Mahajanga est l'un des sites bénéficiaires du projet, au même titre que l'ile Sainte-Marie, Toliara et Taolagnaro.

Cette initiative de Cétamada, financée par l'Union Européenne et la Commission de l'océan Indien, vise à développer des actions en lien avec l'écotourisme baleinier durable et responsable (formation de guides locaux), l'éducation environnementale au niveau des établissements scolaires, le développement communautaire (artisanat, apiculture, agriculture, aquaculture…) et la science participative sur les mammifères marins.

La semaine était riche en rencontres avec les acteurs majeurs régionaux et touristiques, ainsi que les principaux intéressés par le projet (opérateurs touristiques, fédérations des guides agréés, fédération des pêcheurs, artisans…). Cette saison, les baleines seront nombreuses à se rendre le long des côtes malgaches et dans l'océan Indien, d'après les scientifiques.

Aussi, jusqu'au 31 octobre, un safari-photo de baleines et de dauphins sera organisé à Antsahanitia Resort pour les touristes. Des conférences sur ces mammifères sont aussi programmées durant le séjour dans l'établissement.

Vero Andrianarisoa

Le Secrétaire général de la COI à Bruxelles



Christian Leffler, Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure et Hamada Madi, Secrétaire général de la COI



Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, et Stefano Manservisi, directeur général de la coopération et du développement de la Commission européenne

Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), s'est rendu les 6 et 7 septembre à Bruxelles pour des entretiens de haut niveau avec l'Union européenne.

Avec la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, il a été question de la sécurité, de la stabilité et du développement durable de l'Indianocéanie pour les intérêts de nos pays insulaires comme pour ceux de l'Europe.

La relation bilatérale entre la COI et l'Union européenne, premier partenaire de notre organisation régionale, a également fait l'objet de discussions dans la perspective d'en accroitre encore l'intensité et la qualité dans un esprit partenarial de respect mutuel.

L'Express de Madagascar

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/securite-le-secretaire-general-de-la-coi-a-bruxelles/

La Vérité

07 Septembre 2017

http://www.laverite.mg/politique/item/4473-non-au-«-ni…ni-»-pour-2018-l'union-européenne-conforte-sa-position.html

Non au « ni…ni » pour 2018 - L'Union européenne conforte sa position



Un rendez – vous très attendu. C'est ainsi que l'on pourrait qualifier l'élection présidentielle prévue à Madagascar en 2018. Une fois de plus, le sujet a été au cœur des discussions entre le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (Coi), Hamada Madi et Christian Leffler, secrétaire général adjoint du service européen pour l'action extérieure. Ce fut dans le cadre d'une visite du numéro un de la Coi à Bruxelles durant la semaine pour des entretiens de haut niveau avec l'Union européenne.

D'après les informations émanant de cette organisation régionale, il a été question de la sécurité, de la stabilité et du développement durable de l'océan Indien pour les intérêts des pays insulaires comme pour ceux de l'Europe. Les prochaines élections à Madagascar ont été notamment soulevées dans les questions de gouvernance. Ainsi, les responsables de la diplomatie européenne ont « rappelé leur attachement à des élections inclusives ». Ce qui conforte la position de l'Ue depuis le début des débats autour de l'éventualité d'un nouveau **« Ni…ni » pour 2018.**

Le Hvm joue sur l'ambigüité

La question a été dernièrement remise sur le tapis lors du rassemblement du parti Hvm à Antanimena. Rivo Rakotovao, en sa qualité de numéro un du parti présidentiel a, en effet, affirmé que le « Hery Vaovao » n'était ni pour ni contre le « ni…ni ». Le ministre auprès de la Présidence, en charge de l'Agriculture et de l'Elevage, de soutenir qu' « il y a des lois qu'on doit respecter ». Une ambigüité volontaire qui pourrait traduire que le régime Hvm entend jouer avec la loi pour disqualifier certains candidats redoutables. Parmi eux, l'ancien Président Marc Ravalomanana dont la candidature pour la course de 2018 a d'ores et déjà été qualifiée d' « interdite » par un quotidien proche du régime.

Autrement dit, les partisans du président national du Tim doivent s'attendre à une mauvaise surprise d'ici peu. En tout cas, la position de la Communauté internationale est très claire à ce sujet. Outre l'Union européenne, l'Union africaine tout comme les Nations unies tiennent le même langage : une

opposition claire et nette à l'éventualité d'un ni …ni. Un principe qui pourrait devenir facteur de troubles. D'ailleurs, un atelier portant sur la paix et la sécurité dans l'océan Indien a été récemment organisé par le département des Affaires politiques des Nations unies et la Commission de l'océan Indien (Coi) et qui était, entre autres, destiné à anticiper toute menace d'instabilité à Madagascar.

Sandra R.

Maurice Info
www.maurice-info.mu
Partager et informer

08 Septembre 2017

http://www.maurice-info.mu/entretiens-secretaire-general-de-commission-de-locean-indien-autorites-de-lunion-europeenne.html

Entretiens du Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien avec les autorités de l'Union européenne

Jean Claude Le Roy

Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), s'est rendu les 6 et 7 septembre à Bruxelles pour des entretiens de haut niveau avec l'Union européenne.

Avec la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, il a été question de la sécurité, de la stabilité et du développement durable de l'Indianocéanie pour les intérêts de nos pays insulaires comme pour ceux de l'Europe. La relation bilatérale entre la COI et l'Union européenne, premier partenaire de notre organisation régionale, a également fait l'objet de discussions dans la perspective d'en accroître encore l'intensité et la qualité dans un esprit partenarial de respect mutuel. L'Union européenne a annoncé qu'elle solliciterait bientôt le bénéfice du statut d'observateur auprès de la COI.

Avec Christian Leffler, Secrétaire général adjoint du Service diplomatique européen, et Koen Vervaeke, directeur Afrique, Hamada Madi a constaté l'étroite convergence de vues qui unit Bruxelles et la COI sur les grandes questions de sécurité, d'équilibre régional, de climat et de gouvernance. Evoquant les futures échéances électorales à Madagascar, les responsables de la diplomatie européenne ont rappelé leur attachement à des élections inclusives. Le Secrétaire général de la COI s'est également réjoui de la volonté de ses partenaires d'une meilleure prise en compte des organisations régionales dans le dialogue global Union européenne-Afrique.

La COI sera observateur au prochain sommet UE/UA de novembre à Abidjan. La future relation de l'Union européenne avec les pays ACP a également été longuement abordée avec une volonté de réfléchir en priorité aux questions stratégiques induites par la fin des Accords de Cotonou en 2020. Alors que Bruxelles en est aujourd'hui au stade de la réflexion, le Secrétaire général s'est fait l'avocat d'une prise en compte spécifique des Etats insulaires dans la prochaine architecture de co-développement UE/pays du Sud.

Au Cabinet du Commissaire à l'environnement, aux affaires maritimes et à la pêche, le Secrétaire général a annoncé la participation de la COI à la prochaine Conférence internationale sur les océans qui se tiendra à Malte. Cette nouvelle a été chaleureusement accueillie au moment où Bruxelles

affirme vouloir mieux prendre en compte les enjeux maritimes de l'océan Indien. Hamada Madi a également mis l'accent sur la nécessité de maintenir un niveau de capacité de réaction suffisant face aux activités criminelles et à la piraterie maritime dont les causes profondes n'ont pas été traitées. Il a souligné l'importance du phénomène de la pêche illégale et non réglementée qui pose un problème majeur pour la soutenabilité des pêches mais aussi de la biodiversité de l'Indianocéanie. À cet égard, la question du futur du financement du Programme régional de surveillance des pêches (PRSP) a été abordée comme l'un des enjeux d'un meilleur équilibre à trouver avec l'Union européenne dans la répartition des bénéfices des pêches et notamment de l'activité thonière.

Le Secrétaire général de la COI s'est également entretenu avec Stefano Manservisi, directeur général de la coopération et du développement de l'Union européenne qui a souligné que la COI constituait « un ensemble régional parfaitement cohérent qui nous oblige à travailler plus encore ensemble ». Les deux responsables ont passé en revue les principaux points à l'agenda de la coopération bilatérale. Une analyse de l'importance des projets menés par la COI sur la totalité des enveloppes de coopération de l'Union européenne a été faite et de nouveaux espaces concrets de dialogue et d'échanges ont été aménagés entre la COI et Bruxelles.

08 Septembre 2017

http://www.platformafrica.com/2017/09/08/ioc-and-eu-discuss-on-security-stability-and-sustainable-development-issues/

IOC and EU discuss on security, stability and sustainable development issues



Mr Hamada Madi, Secretary General of the Indian Ocean Commission (IOC), traveled to Brussels on 6-7 September for high-level talks with the European Union. The European Commission and the European External Action Service discussed the security, stability and sustainable development of the Indian Oceanian region for the interests of our island countries as well as those of Europe.

The bilateral relationship between the IOC and the European Union, the first partner of our regional organization, has also been discussed with a view to further enhancing its intensity and quality in a partnership spirit of mutual respect. The European Union announced that it would soon seek observer status with the IOC.

With Christian Leffler, Deputy Secretary General of the European Diplomatic Service, and Koen Vervaeke, Africa Director, Hamada Madi noted the close convergence of views between Brussels and the IOC on the major issues of security, regional balance, climate and governance. Referring to the future elections in Madagascar, European diplomats recalled their attachment to inclusive elections.

The IOC Secretary General also welcomed the willingness of his partners to better take regional organizations into account in the EU-Africa Global Dialogue. The IOC will be an observer at the next EU / AU Summit in November in Abidjan. The future relationship of the European Union with the ACP countries has also been discussed at length with a will to give priority to the strategic issues arising from the end of the Cotonou Accords in 2020. While Brussels is at the stage of reflection, the Secretary-General advocated a specific consideration of island states in the next EU / Southern co-development architecture.
At the Office of the Commissioner for the Environment, Maritime Affairs and Fisheries, the Secretary-General announced the participation of IOC in the upcoming International Conference on Oceans in Malta. This news was warmly welcomed at the time when Brussels says it wants to better take into account the maritime issues of the Indian Ocean. Hamada Madi also

stressed the need to maintain a sufficient level of response to criminal activities and maritime piracy whose root causes have not been addressed.

He stressed the importance of the phenomenon of illegal and unregulated fishing which poses a major problem for the sustainability of the fisheries but also for the biodiversity of the Indian Ocean. In this respect, the issue of the future financing of the Regional Fisheries Monitoring Program (PRSP) has been addressed as one of the issues of a better balance to be found with the European Union in the distribution of fisheries benefits, of tuna activity.

The Secretary General of the IOC also met with Stefano Manservisi, Director-General for Cooperation and Development of the European Union, who emphasized that the IOC constituted "a coherent regional whole that forces us to work even more together". The two leaders reviewed the main points on the agenda of bilateral cooperation.

An analysis of the importance of IOC projects on all EU cooperation envelopes has been made and new concrete spaces for dialogue and exchanges have been developed between IOC and Brussels.

14 Septembre 2017

http://fr.africatime.com/comores/articles/conseil-des-ministres-demarrage-sous-peu-des-travaux-de-laxe-aeroport-mitsamihuli

Conseil des ministres : démarrage "sous peu" des travaux de l'axe Aéroport-Mitsamihuli



Le porte-parole du gouvernement, Mohamed Daoudou.

Le traditionnel conseil hebdomadaire des ministres a eu lieu, hier mercredi 13 septembre au palais de Beït-Salam. Plusieurs points de la vie politique, sociale et économique du pays ont été à l'ordre du jour. Par rapport aux finances publiques, le ministre des Finances et du budget a soumis en conseil une proposition de renouvellement de la méthodologie du calcul du produit intérieur brut (Pib).

Le conseil a été ensuite saisi sur l'organisation du conseil extraordinaire des ministres des Affaires étrangères des pays de la Commission de l'océan indien (Coi), prévue le mois d'octobre prochain à l'île Maurice. Le gouvernement a donné sa position sur ce prochain conseil, notamment sur le changement de l'appellation de cette commission régionale. Dans le même sens, le gouvernement, a fait connaitre sa position sur les jeux de la commission de la jeunesse et des sports de l'océan Indien (Cjsoi). Selon le porte-parole du gouvernement, la position de la partie comorienne reste le partage et la cohésion de la jeunesse de la région.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports assurant l'intérim de son collègue des affaires étrangères en mission à l'étranger, a fait part au conseil du compte-rendu de la dernière réunion du Haut conseil paritaire (Hcp) qui a eu lieu mardi dernier au Quai d'Orsay.

Le porte-parole du gouvernement a souligné que cette réunion s'est déroulée dans une atmosphère apaisée et a abouti à la signature d'une feuille de route entre la partie comorienne et française. Cette feuille de route fixera de meilleures conditions pour la facilitation de la circulation des biens et des personnes entre les quatre îles de l'archipel.

Quant au ministère de l'Intérieur, il a soumis une proposition concernant le renouvellement de la carte nationale d'identité biométrique. Celle-ci sera dotée d'une puce électronique qui contiendra les données biométriques de la personne détentrice de cette carte. Son prix sera le même (4000 francs) ainsi que le délai de délivrance (10 ans).

Mohamed Daoudou a annoncé que la carte sera mise en place à partir du

mois de janvier 2018. Le premier flic du pays a en outre annoncé qu'en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères, la carte diplomatique biométrique sera mise en place pour tous les étrangers travaillant dans les représentations diplomatiques accréditées en Union des Comores.

À son tour, le ministre de la fonction publique, Moussa Mahoma a saisi le conseil pour la création des postes budgétaires destinés aux encadreurs pédagogiques et aux agents de la police nationale. Une demande acceptée, mais le conseil a demandé que ces personnes soient, dans un premier temps, transférées dans le fichier de la fonction publique de l'Union, pour éviter les doublons et le cumul des salaires au niveau des fonctions publiques des îles et de l'Union.

Moussa Mahoma a par ailleurs fait état de la mise en place très prochainement, de nouveaux contrôles physiques des agents de l'Etat. Ce contrôle sera fait à partir des données biométriques de tous les agents qui seront mises à la disposition de la direction générale de la fonction publique. Au titre de la vice-présidence chargée de l'Aménagement du territoire, le conseil a été informé du démarrage des tronçons de la route Moroni-Mamoura jusqu'à Fumbuni au Sud de Ngazidja et la route Mutsamudu jusqu'à Sima à Ndzuani. L'appel d'offre de ces deux tronçons sera lancé à partir du 18 septembre et les travaux devront démarrer à la fin de ce mois. Moustadroine Abdou a en outre annoncé l'arrivée des matériaux de la route Aéroport-Mitsamihuli, qui permettra le démarrage des travaux "d'ici peu de temps".

Au terme du conseil, il est recommandé aux ministres des Finances et celui de l'Aménagement du territoire de revoir avec le Fonds d'entretien routier (Fer) pour la réhabilitation de certaines routes de la capitale, dont l'état commence à se dégrader.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

https://alwatwan.net/politique/conseil-des-ministres-démarrage-"sous-peu"-des-travaux-de-l'axe-aéroport-mitsamihuli.html

COI et ses Projets

Genre

10 Septembre 2017

http://www.5plus.mu/actualite/salon-made-femmes-lentrepreneuriat-lhonneur

Salon Made in Femmes

L'entrepreneuriat à l'honneur



Jennifer Thomas invite les Mauriciens à venir en grand nombre à ce salon.

RETENEZ bien les dates ! La seconde édition du salon Made in Femmes se tiendra du 29 septembre au 1er octobre, au Domaine Les Pailles. L'événement, dont la première édition a eu lieu en 2014 à La Réunion, est organisé par Entreprendre au Féminin océan Indien Maurice, une association qui a vu le jour en mars 2001. Celle-ci regroupe les microentreprises et start-up gérées par des femmes mauriciennes chefs d'entreprises.

Près de 150 exposantes venant des cinq pays de la région seront sur place et proposeront une panoplie de produits et services de différents secteurs : le textile, la bijouterie, l'art, l'artisanat, l'agroalimentaire, le bien-être et l'édition, entre autres. *«Le but de ce salon est de promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Il a pour objectif d'encourager les femmes entrepreneures et la création d'entreprises par les femmes sur nos territoires»*, explique Jennifer Thomas, présidente de l'association *Entreprendre au Féminin océan Indien Maurice.*

L'entrée au salon Made in Femmes, qui a bénéficié du soutien de la Commission de l'océan Indien, des autorités locales, de la Chambre de Commerce et d'Industrie, et de la Chambre de Métiers de La Réunion, est gratuite. Les visiteurs pourront ainsi acheter de la broderie comorienne, du textile mauricien, des pierres malgaches ou encore du foie gras réunionnais. *«Ce salon va offrir un grand marché des compétences féminines de l'océan Indien»*, explique Jennifer Thomas.

Par ailleurs, dit-elle, Maurice assure la présidence de la plate-forme régionale pour 2017 et 2018.

Jean Marie Gangaram

l'express

14 Septembre 2017

https://www.lexpress.mu/

SALON 2017

Made in Femmes : passerelle entre entrepreneurs et institutions de soutien

ET de deux pour le salon *Made in Femmes*. Après le succès rencontré à La Réunion pour la première édition en 2014, l'association Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI) à décider de renouveler l'expérience cette année. L'événement se tiendra du 28 septembre au 1er octobre au Domaine Les Pailles. Une présentation a été faite en ce sens, hier, par les dirigeantes de l'association au siège de My-Biz, à Port-Louis.

«Notre objectif est de créer de véritables échanges entre les femmes entrepreneurs et de potentiels partenaires en affaires ainsi que des clients», explique Ginette Villeneuve-Anaudin, présidente d'EFOI pour la région. D'ailleurs, plusieurs institutions, chambres consulaires et sociétés de conseils et services, mises sur pied par des femmes, seront présentes au salon. Cette approche est, selon la présidente, beaucoup plus efficace pour de véritables échanges.

MANQUE DE GUIDE

Le problème, souligne Ginette Villeneuve-Anaudin, n'est pas tant le manque de soutien, mais plutôt un manque de communication entre les institutions et les entreprises. *«Les institutions et les différents organismes sont là pour nous soutenir. Mais le problème pour les entrepreneurs, c'est de savoir vers qui se tourner. C'est pour cela que nous, en tant qu'association, proposons de pallier ce manque en les guidant»*, avance-t-elle.

Elle privilégie les rencontres en B2B (*Business to Business*), qui, pour elle, ne sont pas très connues des femmes entrepreneurs. Pourtant, insiste Ginette Villeneuve-Anaudin, les rencontres en B2B sont un des moyens les plus efficaces et les plus concrets pour faire des affaires. D'où la tenue de telles séances, qui se feront en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice. L'association EFOI a également approché l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice en ce sens.

Pour cette nouvelle édition du Salon *Made in Femmes*, plus de 150 participantes de divers secteurs sont attendues. Outre Maurice, les Seychelles, La Réunion, Madagascar et les Comores, deux pays se sont ajoutés à la liste de membres cette année. L'Afrique du Sud et Zanzibar. Le salon bénéficie également du soutien de la Commission de l'océan Indien et de celui du ministère de l'Activité économique, des entreprises et des coopératives.



L'association EFOI a annoncé que le salon se tiendra du 28 septembre au 1er octobre au Domaine Les Pailles.

COI et ses Projets

Genre

Le Défi QUOTIDIEN

14 Septembre 2017

http://defimedia.info/salon-made-femmes-un-tremplin-pour-les-femmes-entrepreneures-de-la-region

Salon « Made in Femmes »

Un tremplin pour les femmes entrepreneures de la région

Le deuxième salon international *Made in Femmes*, organisé par l'Entrepreneuriat féminin de l'océan Indien (EFOI), aura lieu du 28 septembre au 1er octobre prochain au Domaine Les Pailles. Pas moins de 150 participantes, originaires de Maurice, de La Réunion, de Rodrigues, des Seychelles, des Comores, de Madagascar, de l'Afrique du Sud et du Zanzibar, exposeront leurs produits artisanaux, textiles et agro-alimentaires, entre autres. L'entrée est gratuite.



Les dirigeantes de l'Entrepreneuriat féminin de l'océan Indien ont tenu un point de presse pour expliquer le but du salon « Made in Femmes ».

Lors d'une conférence de presse, les dirigeantes de l'EFOI, en l'occurrence Ginette Villeneuve-Anodin, Jennifer Thomas, Charlène Cunden-Sholay et Rosy Felix, ont indiqué que le salon vise à promouvoir l'entrepreneuriat féminin de la région de l'océan Indien. Pour Ginette Villeneuve-Anodin, les visiteurs découvriront les talents des femmes et acheter leurs produits, dont des pierres de Madagascar, du foie gras de Trois-Bassins, du textile mauricien, de la broderie des Comores, du vacoas de Saint-André, des chapeaux, vêtements, achards et confiseries entre autres.

Jennifer Thomas explique que le salon pourrait servir de tremplin pour promouvoir les femmes des régions rurales. Elles ont certes du talent, mais elles ne savent pas comment lancer une affaire. Jennifer Thomas en appelle aussi au soutien des autorités, puisque, dit-elle, les activités des femmes entrepreneures contribuent à l'économie nationale.

Le salon *Made in Femmes* bénéficie du soutien de la Commission de l'océan Indien ainsi que du ministère de l'Industrie et du Commerce. Outre l'expo-vente, des ateliers *Business-to-Business* sont prévus. Ils visent à permettre des échanges entre les participantes. « *Ces femmes entrepreneures se voient offrir une opportunité d'ouverture sur de nouveaux marchés* », a conclu Ginette Villeneuve-Anodin.

Texte et photo : Mario Boutia
m.bootia@defimedia.info

Quotidien national d'information et d'analyse
La Vérité
"Toute vérité est bonne à dire"

13 Septembre 2017

http://www.laverite.mg/economie/item/4529-foire-internationale-de-l'agriculture,-agrobusiness-agroalimentaire-ouverture-ce-jour.html

Amboasary Foire internationale de l'agriculture, agrobusiness-agroalimentaire - Ouverture ce jour



Enfin, le jour J ! Celui de l'ouverture de la Foire internationale de l'agriculture, agrobusiness-agroalimentaire au parc des expositions « Forello Expo » Tanjombato. Cet événement tant attendu démarre ce jour pour durer jusqu'à dimanche prochain. Le prestige de la première édition de la Foire internationale de l'agriculture, agribusiness- agroalimentaire (Fia), précède déjà l'événement. Le compte à rebours relatif à la date de la tenue de cette foire, affiché depuis des semaines sur les panneaux publicitaires, dans les journaux et à la télé, constitue un véritable outil de suspens pour le public qui a attendu impatiemment le jour J, c'est-à-dire ce jour.

Sans ambages, cette manifestation qui réunira les acteurs en tous genres du secteur de l'agriculture, allant du simple paysan agriculteur, aux agrobusinessmen, démarrera ce jour sous le signe de la promotion de l'agriculture, à tous les niveaux. Une grande première pour la filière agricole à Madagascar Tout en faisant office de véritables états généraux de l'agriculture à Madagascar, cette foire compte mobiliser les organisations paysannes de tout le pays et réussir à intéresser tous les différents intervenants ayant en partage l'ensemble de la chaîne opératoire de l'agriculture, cet évènement sera sans doute le marqueur d'une volonté nationale de fabriquer de la croissance verte pour le plus grand bénéfice de la population et du développement de Madagascar.

Les organisateurs de cet évènement ont comme ambition de se donner des perspectives rémunératrices pour l'ensemble du monde rural et des agribusinessmen et agrobusinesswomen, opérant et œuvrant pour la perception d'un engagement formulé au plus haut niveau de l'Etat, et aider au référencement de Madagascar sur les marchés internationaux. Du côté des visiteurs, à travers cette foire, ils auront l'opportunité de découvrir le monde de l'élevage, les matériels agricoles, les disponibilités des financements, les outils permettant d'opérationnaliser les infrastructures

rurales, l'univers de l'agriculture biologique et bien d'autres domaines encore, le tout à apprécier sous le prisme du capitalisme vert. D'aucuns savent que les grandes nations ont acquis leur niveau à partir de leur puissance agricole, et il est fort envisageable pour Madagascar de devenir une puissance intermédiaire.

En effet, doté de terres arables, comme bien peu de pays pourrait s'en prévaloir, Madagascar va gagner à maîtriser les questions liées aux fonciers, probablement que les futures Fia seront, certes, une réponse partielle, mais très utile à la mise en valeur efficiente des terres cultivables. Il est un fait indéniable : ces terres resteront à jamais une propriété de Madagascar et ce, quels que soient ceux ou celles qui les exploiteront.

Rivo S.

Centres d'Intérêts

Agriculture

13 Septembre 2017

http://www.newsmada.com/2017/09/13/insecurite-alimentaire-un-atelier-est-organise-ce-jour-par-lorganisation-des-nations-unies-pour-lalimentation-et-lagriculture-fao-en-vue-de-presenter-la-version-finale-d/

Insécurité alimentaire : Un atelier est organisé ce jour par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en vue de présenter la version finale de la Stratégie de Résilience affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire pour Madagascar.

Par Tiash - Live sur 13/09/2017

Insécurité alimentaire : Un atelier est organisé ce jour par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en vue de présenter la version finale de la Stratégie de Résilience affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire pour Madagascar. Cette stratégie résulte d'un long processus de travail avec les partenaires du développement agricole, ainsi que de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition à Madagascar.

12 Septembre 2017

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/marche-regional-lexportation-des-produits-de-la-mer-a-saisir/

Marché régional – L'exportation des produits de la mer à saisir

Le secrétaire général du Comesa (Communauté de développement de l'Afrique orientale et australe), Sindiso Ndema Ngwenya, de passage à Madagascar pour assister, ce jour, à la trente-troisième réunion du comité Douane et commerce de ce marché régional à l'hôtel Carlton, n'y est pas allé par quatre chemins. « Madagascar doit saisir les opportunités qui lui sont offertes et dynamiser le secteur de l'exportation. Beaucoup de pays de notre marché sont à la recherche de produits alimentaires tels que les viandes bovine et caprine ainsi que les produits halieutiques », a-t-il lancé à l'issue de sa rencontre avec le ministre du Commerce et de la consommation, Nourdine Chabani, hier, à Ambohidahy. « La Zambie, entre autres, fait provenir des produits de la mer de la Chine, alors que la Grande île regorge de potentialités dans ce secteur », ajoute-t-il.

Sindiso Ndema Ngwenya propose entre autres la dynamisation des produits manufacturés comme la fabrication industrielle de chaussures, qui est en forte demande. L'objectif de la mise en place du Comesa est de créer une union douanière entre les dix-neuf pays membres comprenant 475 millions d'habitants et a un produit intérieur brut réel total de 677 milliards US $. « Le volume des exportations de Madagascar vers le Comesa se chiffre à 112 millions de dollars, ce qui est faible par rapport aux chiffres des importations qui est 40% plus élevé, 170 millions de dollars », indique Nourdine Chabani. Les différents accords économiques et commerciaux dans lesquels Madagascar est signataire mais n'est pas forcément gagnant, seront sûrement discutés à la rencontre de ce jour.

Mirana Ihariliva

tribune.com MADAGASCAR

13 Septembre 2017

http://www.madagascar-tribune.com/Une-mutation-vers-les-energies,23264.html

Une mutation vers les énergies renouvelables à envisager

C'est lors de l'inauguration de la centrale solaire photovoltaïque à la galerie Zoom Ankorondrano dans la journée d'hier 12 septembre que le président de la République ainsi que le ministre de l'Energie ont fait fleurir l'idée d'une mutation vers les énergies renouvelables envisageable pour tous les Malgaches. La centrale qui affranchira désormais la galerie Zoom et le supermarché Jumbo de la société Jirama résulte en effet d'une collaboration entre la société Green Yellow et l'Etat malagasy. Un projet qui a été inauguré après trois mois de travaux. Un autre projet du genre serait également en cours du côté d'Ambatolampy et fournira 20 Mégawatts qui serviront à étoffer les besoins de la capitale et des alentours. Selon les responsables du projet, l'intérêt du projet Zoom réside dans le fait que l'énergie utilisée par la galerie pourra désormais servir pour d'autres usagers de la Jirama. Les charges en carburant pourront également être réduites du côté de la société d'Etat a fait savoir le président de la République. À titre de rappel, la Jirama avec sa production actuelle se trouve toujours en situation de perte et nécessite énormément de subvention de la part de l'Etat. Ainsi, les projets de ce genre permettront de réduire cette perte mais également d'améliorer la gestion financière au sein de la Jirama.

Loi sur l'électricité

Le ministre de l'Energie Rasoloelison Lantoniaina a pour sa part déclaré qu'une nouvelle loi sur l'électricité sera déposée au Parlement pour la prochaine session en octobre. Cette nouvelle loi permettrait selon ce dernier la production d'électricité par les particuliers pour leurs besoins mais également en cas d'excédent pour vente à la société Jirama. Aussi, le ministre a invité et encouragé toute initiative auprès des particuliers visant à la production d'électricité, ne serait-ce que pour diminuer les dépenses de la société d'Etat en carburant. D'autant que des efforts ont été fournis dans ce sens via l'utilisation de fuel lourd et non plus exclusivement de Gas-oil. Outre cela, avec les réformes entreprises et les mesures appliquées par la Jirama actuellement, selon toujours le ministre de l'Energie, notamment en ce qui concerne les vols de courants électriques, un équilibre opérationnel devrait être atteint par la Jirama en 2020. Etant donné que les vols de courants et de fils électriques contribuent lourdement à l'endettement de la Jirama et au délestage.

Ny Aina Rahaga

Quotidien national d'information et d'analyse
La Vérité
"Toute verité est bonne à dire"

10 Septembre 2017

http://www.laverite.mg/economie/item/4501-environnement-toujours-dans-l-attente-de-l-annulation-du-permis-de-recherche.html

Environnement - Toujours dans l'attente de l'annulation du permis de recherche



En danger. Une aire protégée située dans la péninsule d'Ampasidava, à l'extrême Nord-ouest de la Grande île est aujourd'hui menacée par une extraction de tantale. En effet, une société mauricienne, filiale de la société allemande « Tantalus », effectue actuellement des tests d'extraction de tantale sur une superficie de 300 km2 de terre sur la lisière d'une aire protégée. Face à cette situation, depuis le mois de juin dernier, la société civile, les autorités traditionnelles de la protection de l'environnement, ainsi que des opérateurs économiques de la Région de Diana ont alerté le ministère de l'Environnement sur les risques dérivant de cette exploitation. Pourtant, ils sont toujours dans l'attente de l'annulation du permis de recherche octroyé à la société.

Un minerai rare mais une exploitation dangereuse

Il faut préciser que le tantale est un minerai rare, utilisé dans le domaine de l'électronique. Cependant, son exploitation est très polluante parce qu'il faut au moins 7 tonnes de produits chimiques pour pouvoir extraire une tonne de terre rare. Jusqu'à maintenant, plus de 7 000 puits ont été creusés par ladite société, mais ils n'ont pas encore été rebouchés. A cet effet, les environnementalistes ont peur que cette exploitation finisse par polluer les nappes phréatiques de la région et ravager toute la biodiversité terrestre mais également marine. Et ce n'est pas tout ! Comme le site se localise en face le l'île de Nosy Be, ce gisement peut aussi nuire au secteur touristique de cette région à cause des pollutions. Par conséquent, les risques de cette exploitation ne sont pas seulement environnementaux mais aussi économiques. Les fôrets de la Grande île ne connaîtront jamais de repit à cause des feux de brousse et des coupes abusives d'arbres. Et voilà que maintenant, elles sont menacées par les extractions minières.

Propos recueillis par Rova R.

LEMAURICIEN.COM

08 Septembre 2017

http://www.lemauricien.com/article/environnement-iles-galapagos-deuil-contre-la-peche-illegale

ENVIRONNEMENT - ÎLES GALAPAGOS : Deuil contre la pêche illégale

ARTICLE PARU DANS SCOPE



Avec ses 138,000 km2 de zone marine, les Galapagos sont la seconde réserve du monde d'espèces protégées. Aussi, lorsque des pêcheurs bravent les interdits, les habitants haussent le ton. C'est ce qui vient encore d'arriver récemment. Mais la lutte semble inégale.

En deuil, les habitants des îles Galapagos sont récemment descendus dans la rue pour protester contre la pêche d'espèces protégées par une immense flotte chinoise, qui menace l'équilibre de la réserve marine de cet archipel équatorien, patrimoine de l'Humanité. "Nous sommes en deuil ! Ce sont trois jours de deuil et de manifestations depuis mercredi pour protester contre la pêche illégale", avait déclaré à cette occasion Silvia Zabala, 22 ans, l'une des 7,000 habitants de Puerto Baquerizo Moreno, chef-lieu de l'île San Cristobal, qui était dans la rue avec des dizaines d'autres.

Au tribunal comparaissait, pour atteinte à l'environnement, l'équipage d'un navire battant pavillon chinois, arraisonné le 13 août dernier dans les eaux des Galapagos avec quelque 300 tonnes de pêche à bord, dont des espèces en danger tels les requins-marteaux, en voie d'extinction. "Il y a des espèces protégées aux Galapagos (...) Nous ne savons pas encore si celles qui ont été pêchées" l'ont été dans la réserve marine, avait déclaré à la presse Walter Bustos, directeur du Parc national des Galapagos (PNG), situé à 1,000 km des côtes de l'Équateur.

"Le tonnage et la taille" du Fu Yuan Yu Leng 999, navire de 98 m, font qu'il s'agit du cas le plus important de pêche illégale dans les eaux de l'archipel, où 17 embarcations sous pavillon équatorien ont été arraisonnées ces trois dernières années pour le même délit.

"Respect" pour les Galapagos.
Les vingt membres d'équipage de nationalité chinoise, qui ont immédiatement été placés en détention préventive, risquent d'un à trois ans de prison, selon le code pénal équatorien, qui sanctionne sévèrement les

atteintes à la faune et à la flore sauvages, telles que la pêche illégale et le trafic d'espèces protégées. Les autorités ont fait état de la présence dans les eaux internationales face aux Galapagos, d'une flotte de 300 navires chinois, à laquelle appartenait le bateau arraisonné.

"Cela a un impact écologique irréversible et la protection des espèces est indispensable pour la conservation de notre Patrimoine naturel de l'Humanité", a ajouté Silvia Zabala, entièrement vêtue de noir comme le reste des manifestants qui lançaient des slogans du type "À bas la pêche illégale !". Et cette étudiante en biologie marine de poursuivre : "Le monde doit respecter les Galapagos, ne plus attenter contre la flore et la faune de ce site unique sur la planète."

Le gouvernement équatorien a protesté peu après les faits auprès de l'ambassadeur de Chine à Quito, Wang Yulin, annonçant que tout navire pêchant illégalement dans les eaux territoriales du pays sera "immédiatement saisi". Mais cela ne suffit pas à satisfaire les habitants des Galapagos. "Nous n'allons pas permettre que la faune marine soit prise pour cible. Les Galapagos doivent rester immaculées", estime ainsi Edy Becerra, 45 ans, qui brandissait des photos de requins-marteaux, encadrées de noir.

"Conserver les espèces".
Les habitants de Puerto Baquerizo Moreno ont défilé en exigeant le "respect" pour l'archipel, qui porte le nom des tortues géantes qui y vivent et a servi de laboratoire naturel au naturaliste anglais Charles Darwin pour développer sa théorie de l'évolution des espèces. "Il ne faut pas détruire nos écosystèmes (...) sous peine de détruire notre futur", expliquait quelques jours plus tard un activiste environnemental.

Des manifestations ont suivi, dont une à Puerto Ayora, sur l'île voisine de Santa Cruz. La présidente du Conseil gouvernemental des Galapagos, Lorena Tapia, avait alors déclaré à la presse que "lorsque 300 navires chinois ont été repérés par la marine équatorienne en haute mer, l'Équateur pouvait exiger que des mesures soient prises pour l'attention et la pérennité de ses ressources".

Pékin et Quito sont membres de la Convention des Nations unies sur les droits de la mer, ce qui selon la ministre des Affaires étrangères équatorienne, Maria Fernanda Espinosa, "oblige les deux parties à préserver et à conserver les espèces de nos océans, surtout les espèces vulnérables et migratoires" comme les requins. La pêche industrielle est interdite et seule la pêche artisanale est autorisée au sein des 138,000 km2 des Galapagos, seconde réserve marine du monde, qui compte environ 27,000 habitants.

09 Septembre 2017

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/peche-la-campagne-crabiere-reste-ouverte/

Pêche – La campagne crabière reste ouverte

La campagne de pêche de crabes reste ouverte toute l'année à Mahajanga. Telle a été la décision du ministère de la Pêche et des ressources halieutiques. Pourtant, une décision de clôture de campagne était tombée vers la fin du mois de juin dernier. De l'étonnement pour tous car chaque année, une période de fermeture est respectée afin de laisser la ponte des œufs et la reproduction des crustacés.

« Le taux d'exploitation des crabes autorisé à Madagascar (TCEMA) était de 4 125 tonnes en 2016, contre un seuil de 4 500 tonnes. Or, à ce jour, on n'en est qu'à 2 100 tonnes. La quantité de crabes exportés atteint les 3 000 tonnes d'ici la fin de l'année. On n'exporte que des crabes vivants en Chine », a expliqué le ministre Gilbert François, lors de la Foire économique de Boeny Mionjo, du 23 au 26 août dernier.

V. A.

LEMAURICIEN.COM

13 Septembre 2017

http://www.lemauricien.com/article/thon-approvisionnement-des-conserveries-d-intenses-negociations-se-poursuivent-bruxelles

THON—APPROVISIONNEMENT DES CONSERVERIES: D'intenses négociations se poursuivent à Bruxelles



Les négociations se poursuivent à Bruxelles entre Maurice et les dirigeants de l'Union européenne, en vue d'obtenir une dérogation pour l'importation de 4 000 tonnes de thon en dehors de la zone océan Indien. Le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international, Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui est accompagné de la directrice de la MEXA, Lilowtee Rajmun, a entamé les pourparlers lundi. Ils ont déjà eu trois réunions de travail, et une quatrième était prévue aujourd'hui.

En raison des quotas imposés pour la pêche au thon dans l'océan Indien et de la surpêche, qui fait que la majorité des navires européens et seychellois opérant dans la région ne pourront poursuivre leur campagne de pêche jusqu'à la fin de l'année, les conserveries mauriciennes devront faire face à une pénurie de matière première à partir du mois prochain. Par conséquent, un grand nombre de travailleurs risquent de se retrouver en chômage technique. D'où les efforts conjugués du gouvernement et du secteur privé afin de trouver une solution alternative, qui permettrait aux conserveries mauriciennes de fonctionner normalement.

À l'issue des discussions à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères devra se rendre à Genève, où se déroule actuellement une réunion de hauts officiels, membres de l'Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement. Vishnu Lutchmeenaraidoo devrait participer aux débats généraux prévus pendant toute la journée de demain. La réunion prendra fin la semaine prochaine.

LEMAURICIEN.COM

11 Septembre 2017

http://www.lemauricien.com/article/tourisme-janvier-aout-2017-les-arrivees-en-progression-62

TOURISME — JANVIER-AOÛT 2017 : Les arrivées en progression de 6,2%

La France, premier marché, affiche une croissance de 1,8%

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 11 SEPTEMBER, 2017 - 18:00



Maurice a accueilli 838 397 touristes sur la période janvier-août 2017, soit une augmentation de 6,2% comparativement à sa performance pour la période correspondante de 2016. Pour le mois d'août 2017, les arrivées ont progressé de 5,6% pour atteindre 100 191 visiteurs.

Selon le relevé publié ce matin par Statistics Mauritius, la France, premier marché de Maurice, a enregistré une hausse de 1,8% sur les huit premiers mois de l'année avec un total de 168 744 visiteurs. De La Réunion, notre deuxième marché, nous sont venus 100 748 touristes, ce qui représente une hausse de 5% par rapport aux arrivées de la période janvier-août 2016. Le Royaume-Uni conserve sa troisième place avec un total de 88 458 touristes (+1,2%), suivi de l'Allemagne (66 776, +10,9%), de l'Afrique du Sud (65 522, +7,5%), de l'Inde (59 826, +5,1%), de Chine (53 793, -2,4%), de l'Italie (20 927, +13,4%) et de la Suisse (20 716, +15,1%).

Pour le mois d'août 2017, les arrivées touristiques se sont élevées à 100 191, ce qui représente une croissance de 5,6% par rapport au mois correspondant de l'année écoulée. Le marché français s'est distingué, réalisant une progression de 17,4% avec 19 138 visiteurs. Le marché britannique, deuxième au classement mensuel, a été en repli de 9,2% avec 14 061 touristes, précédant La Réunion (10 467, -0,1%), l'Afrique du Sud (8 619, +10,3%), la Chine (7 319, -4%), l'Allemagne (7 250, -0,1%) et l'Inde (5 681, +1,3%). En termes de part de marché, la France occupe largement la tête du classement avec un taux 20,1% sur la période janvier-août 2017. La Réunion est à la deuxième place avec 12%, devançant dans l'ordre le Royaume-Uni (10,6%), l'Allemagne (8%), l'Afrique du Sud (7,8%), l'Inde (7,1%), la Chine (6,4%), l'Italie (2,5%), la Suisse (2,5%) et l'Australie (1,5%).

Les données de Statistics Mauritius montrent que sur les 838 397 touristes ayant visité l'île de janvier à août, 826 399 sont venus par voie aérienne et 11 998 par voie maritime. Le nombre de visiteurs comprenait 416 488 hommes et 421 909 femmes. La durée moyenne de séjour était de 10,5 nuitées, soit en baisse de 1,9% comparativement au chiffre correspondant de 2016. Enfin, pour ce qui est des recettes touristes, le montant sur la période janvier-juin 2017 s'est chiffré à Rs 29,3 milliards, contre Rs 27,2 milliards pour le premier semestre 2016.

La Gazette de la Grande Ile

12 Septembre 2017

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=61175:tourisme-6-000-britanniques-

Tourisme : 6 000 Britanniques enregistrés

Madagascar attire des milliers de touristes britanniques chaque année. Elle fait partie de la liste très sélective des pays aux méga diversités grâce à sa forte concentration de biodiversité. Cette liste regroupe 17 pays qui détiennent la majorité des espèces et qui sont donc considérés comme les plus riches de la planète en matière de diversité biologique. Autrement, ils occupent ensemble moins de 10% de la surface de la terre, et hébergent 70% des espèces sur terre. C'est le Centre de surveillance de la conservation de la nature (UNEP-WCMC), une agence du programme des Nations unies pour l'environnement, qui a identifié les dix-sept pays figurant dans cette fameuse liste. Récemment, le 26 juin 2017, le célèbre magazine britannique, « The Telegraph » dans son format numérique (+ de 70 millions de visiteurs uniques), a publié un article sur les destinations touristiques ayant connu une progression rayonnante en termes d'arrivées de touristes en 2016. Suite à la hausse de 20% du nombre de touristes l'année dernière, Madagascar a attiré l'attention de ce magazine spécialisé notamment dans le voyage. Selon le magazine, si le pays attire autant de touristes tous les ans, c'est justement à cause de sa faune et de sa flore exceptionnelle. À titre d'exemple, le pays détient 113 espèces de lémuriens endémiques et un nombre infini de plantes endémiques dont la plupart ont des vertus médicinales ou se retrouvent dans les célèbres parfums de luxe. Une riche biodiversité qui fait de Madagascar un véritable paradis pour les amoureux de la nature. Le secteur touristique malgache devrait bénéficier de la réouverture de l'Ambassade de Madagascar à Londres, notamment en terme de facilitation et d'octroi de visa pour les touristes britanniques souhaitant séjourner dans la Grande Ile et dans la diffusion d'informations positives et pratiques sur la destination. En 2016, Près de 6 000 touristes britanniques non-résidents ont été enregistrés à l'aéroport international d'Ivato. Le marché britannique se place au quatrième rang des principaux pays émetteurs pour la destination Madagascar, après la France (54.977), l'Allemagne (7.424) et les États-Unis (6.639).

Nandrianina